

Au Journal officiel du 16 au 22 septembre 2017

Au Journal officiel du 16 au 22 septembre 2017

25/09/2017

Au Journal officiel du 16 au 22 septembre 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 16 septembre 2017 :

- **LOI organique n° 2017-1338** du 15 septembre 2017 pour la **confiance dans la vie politique**. – *Modification du Code électoral. – Modification de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958, de la loi n°62-1292 du 6 novembre 1962, de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999, de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, de la loi organique n° 2010-837 du 23 juill. 2010 et de la loi organique n° 2016-1047 du 1er août 2016. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. notamment art. 13, II, 14, II, 19 et 20) ;*
- **LOI n° 2017-1339** du 15 septembre 2017 pour la **confiance dans la vie politique**. – *Modification du Code pénal, du Code de procédure pénale, du Code de la défense, du Code de justice administrative, du Code des juridictions financières, du Livre des procédures fiscales, du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie, du Code de la sécurité sociale, du Code général des impôts, du Code électoral, du Code monétaire et financier, du Code général des collectivités territoriales et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. notamment art. Art. 5, II, 20, 21, 25, II, 26, II, 31, V et 32, II) ;*
- **LOI n° 2017-1340** du 15 septembre 2017 **d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social**. – *Modification de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015.*

Au JO du 19 septembre 2017 :

- Arrêté du 13 septembre 2017 pris pour l'application du décret n° 2017-913 du 9 mai 2017 et fixant les **modalités de mise en œuvre de l'expérimentation des clubs de jeux à Paris**. – *Abrogation de l'instruction ministérielle du 15 juillet 1947. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 45) et il est applicable du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 (cf. art. 46) ;*

Au JO du 20 septembre 2017 :

- Arrêté du 13 septembre 2017 relatif à la **reconnaissance des qualifications acquises dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen par les personnes souhaitant exercer les professions réglementées de l'éducation routière**. – *Abrogation de l'arrêté du 18 février 2002 ;*
- Décret n° 2017-1345 du 18 septembre 2017 portant **publication de la convention de**

Minamata sur le mercure (ensemble cinq annexes), signée à Kumamoto le 10 octobre 2013 ;

- Décret n° 2017-1346 du 18 septembre 2017 portant **publication de la convention relative à l'assistance alimentaire, adoptée à Londres le 25 avril 2012, signée par la France à New York le 2 novembre 2012 ;**
- Décret n° 2017-1347 du 18 septembre 2017 portant **publication de la convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires (ensemble une annexe et deux appendices), signée à Londres le 13 février 2004 ;**
- Délibération [CNIL] n° 2017-219 du 13 juillet 2017 portant **modification du référentiel pour la délivrance de labels en matière de procédures de gouvernance tendant à assurer la protection des données.** – *Abrogation de la délibération n° 2014-500 du 11 décembre 2014.*

Au JO du 21 septembre 2017 :

- Décret n° 2017-1363 du 19 septembre 2017 modifiant le décret n° 2014-1144 du 8 octobre 2014 relatif à la **sélection des contrats d'assurance complémentaire de santé susceptibles de bénéficier du crédit d'impôt mentionné à l'article L. 863-1 du Code de la sécurité sociale.** – *Modification du décret n° 2014-1144 du 8 octobre 2014 ;*
- Décret n° 2017-1364 du 20 septembre 2017 **fixant l'entrée en vigueur des dispositions du III de l'article 30 de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 et des I à III de l'article 56 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016.**

Au JO du 22 septembre 2017 :

- Décret n° 2017-1368 du 20 septembre 2017 modifiant le décret n° 2015-1275 du 13 octobre 2015 portant **statut particulier des greffiers des services judiciaires.** – *Modification du décret n° 2015-1275 du 13 octobre 2015. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières au 1^{er} janvier 2017 (cf. art. 11 et 13) ;*
- Décret n° 2017-1369 du 20 septembre 2017 modifiant le décret n° 2015-1276 du 13 octobre 2015 relatif au **statut d'emplois de greffier fonctionnel des services judiciaires.** – *Modification du décret n° 2015-1276 du 13 octobre 2015. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2017 (cf. art. 8) ;*
- Décret n° 2017-1370 du 20 septembre 2017 portant sur **l'accès partiel à la profession d'avocat en France par les ressortissants des États membres de l'Union européenne ayant acquis leur qualification dans un autre État membre.** – *Modification du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2017 à l'exception de ses dispositions qui prévoient des transmissions par voie de téléprocédure sur le site internet du ministère de la justice qui entrent en vigueur à une date fixée par arrêté et au plus tard le 31 décembre 2017 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2017-1372 du 20 septembre 2017 modifiant le décret n° 2015-1277 du 13 octobre 2015 **fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres du corps des directeurs**

de greffe des services judiciaires, aux emplois de directeur de greffe fonctionnel des services judiciaires, aux membres du corps des greffiers des services judiciaires et aux emplois de greffier fonctionnel des services judiciaires. – *Modification du décret n° 2015-1277 du 13 octobre 2015.* – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 4) ;*

- Arrêté du 13 septembre 2017 modifiant le montant de la **rente viagère mensuelle versée au titre des dispositions du décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites ;**
- Arrêté du 13 septembre 2017 modifiant le montant de la **rente viagère mensuelle versée au titre des dispositions du décret n° 2004-751 du 27 juillet 2004 instituant une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la Deuxième Guerre mondiale ;**
- Arrêté du 7 septembre 2017 relatif aux **cartes professionnelles de conducteur de voiture de transport avec chauffeur.**

La Rédaction législation

© LexisNexis SA